

Conférence de presse du 10 mai 2021

Un marché du travail plus écologique et plus social pour la Suisse

Plan d'action de Travail.Suisse pour une politique climatique sociale

La question climatique est une question sociale

Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses dit un oui clair à la loi sur le CO2 soumise au vote le 13 juin 2021. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et freiner le réchauffement de la planète. Avec un plan d'action pour une politique climatique sociale, Travail.Suisse demande la neutralité climatique dès 2040, ainsi qu'un marché du travail écologique et social.

Adrian Wüthrich, Président de Travail.Suisse

Ce n'est pas un hasard si la conférence de presse de Travail.Suisse d'aujourd'hui a lieu un mois avant la votation du 13 juin sur la loi sur le CO2. Le Comité de Travail.Suisse, composé des représentant-e-s des fédérations membres, s'est clairement prononcé pour le oui. Dans le cadre de la campagne de votation, Travail.Suisse participe à la vaste campagne de l'Alliance climatique et de ses quelque 100 organisations membres. Nous sommes fermement convaincus que cette loi doit être soutenue, car elle vise à réduire les émissions de CO2, principale cause du changement climatique, et constitue donc actuellement l'instrument le plus important de la politique climatique suisse. En tant que l'un des pays les plus prospères du monde, la Suisse doit apporter sa contribution à la réalisation de l'Accord de Paris sur le climat. Le fait que notre climat change est ressenti par chacun d'entre nous, et notamment par de nombreux salarié-e-s dans leur travail quotidien. Du point de vue des salarié-e-s, outre les arguments économiques, ce sont surtout les arguments en matière de protection de la santé qui plaident pour une politique forte contre le réchauffement climatique en Suisse et dans le monde. Les températures plus élevées - plus de nuits tropicales et de journées caniculaires par an - augmentent le stress thermique et entraînent davantage de maladies circulatoires. Les allergies deviennent plus fréquentes. Selon des études scientifiques, le taux de mortalité dans le monde pourrait augmenter de 3,5 % d'ici la fin du siècle.

La lutte contre le changement climatique est un combat pour la justice sociale

Les crises frappent toujours plus durement les plus faibles, comme la crise du coronavirus vient de nous le montrer de manière impressionnante. Il en est et en sera de même avec la crise climatique. L'intensification attendue des phénomènes météorologiques extrêmes, due au changement climatique, s'accompagnera probablement d'une augmentation des migrations induites par l'environnement. Ne serait-ce que pour cette raison, la lutte contre le changement climatique est aussi un combat pour la justice sociale et donc un enjeu pour les syndicats. Pour Travail.Suisse, une politique climatique ambitieuse avec des mesures efficaces est donc nécessaire. La loi sur le CO2 ne constitue donc qu'une étape importante sur la voie de la réalisation de l'objectif fixé dans l'accord de Paris sur le climat, à savoir limiter autant que possible l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré.

La politique climatique doit être sociale - la loi sur le CO2 remplit cette condition

Cette voie est un défi pour l'ensemble de la société. Mais nous pouvons la façonner par des mesures politiques. Dans ce sens, la question climatique doit être comprise comme une question sociale. Travail.Suisse s'engage à ce que les efforts de lutte contre le changement climatique soient socialement acceptables. Le lien entre la politique climatique et la politique sociale, critiqué par les opposants à la loi sur le CO2, est un facteur de réussite de toute stratégie climatique. Dans la loi actuelle sur le CO2, on tient bien compte des personnes et des familles à faibles et moyens revenus par le biais de la taxe d'incitation. Ceux qui ne réduisent pas leurs émissions de CO2 paient un peu plus. En revanche, ceux qui émettent moins de CO2 recevront de l'argent. Les vacances en avion ne seront pas rendues impossibles, mais une taxe modérée sera prélevée pour montrer les effets de son propre comportement de consommation sur les émissions climatiques. En outre, une taxe sera introduite pour les vols d'affaires et privés, dont la moitié des recettes sera redistribuée de manière égale à la population, le reste étant versé au nouveau fonds pour le climat. Ce fonds climatique sera utilisé pour financer la rénovation des bâtiments, promouvoir les investissements dans les infrastructures et soutenir les nouvelles technologies innovantes. De cette manière, on maintiendra et développera des commandes, et donc les emplois dans tout le pays, notamment dans les régions périphériques. Grâce à ces mesures, il doit être possible d'atteindre l'objectif fixé dans la loi révisée sur le CO2, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Il s'agit d'un objectif réaliste. Le Parlement a fixé à juste titre qu'au moins 75% de la réduction doit être réalisée en Suisse. Cela donnera une forte impulsion pour investir dans la protection du climat dans notre propre pays. L'UE et les États-Unis veulent également investir des sommes énormes dans la protection du climat afin de se préparer pour l'avenir et relancer l'économie après le coronavirus et créer des emplois. La loi sur le CO2 arrive donc au bon moment pour la Suisse !

Façonner les changements structurels d'une manière socialement acceptable

Le changement climatique menace et préoccupe les gens, comme le montre clairement le soutien au mouvement pour le climat. Cependant, la politique climatique offre également des opportunités si la transformation de l'économie et de la société est encouragée et conçue d'une manière socialement acceptable. Travail.Suisse veut mettre l'accent sur ces opportunités, se projette déjà dans les prochaines étapes de la politique climatique et présente des revendications en ce sens dans son plan d'action présenté aujourd'hui. Le concept de transition juste doit faire partie de la politique climatique suisse et être inscrit dans la loi (revendication 4 du document). L'UE a adopté ce concept, qui est également mentionné dans l'Accord de Paris sur le climat. L'Organisation internationale du travail (OIT) a défini des directives correspondantes. Travail.Suisse demande que les syndicats soient beaucoup plus impliqués dans la mise en œuvre, par analogie avec le secteur privé, car les changements structurels nécessitent aussi des mesures sur le marché du travail (revendication 9). L'économie et la politique doivent créer de nouvelles perspectives pour les salarié-e-s des branches qui vont perdre de leur importance, voire disparaître, dans le cadre de la restructuration de l'économie. Concrètement, elles doivent rendre possible la formation continue et la reconversion afin de leur permettre de trouver un nouvel emploi. Il faut trouver le bon équilibre pour que la politique climatique soit soutenue par une large majorité de la population et aussi dans les urnes. En Suisse, il faut prévenir des "gilets jaunes", comme ils sont apparus en France en réaction à une taxe sur le CO2 prévue par le gouvernement.

Étape suivante - neutralité climatique déjà en 2040

La participation accrue des syndicats et de l'économie privée est d'autant plus importante que Travail.Suisse veut atteindre la neutralité climatique en Suisse d'ici 2040, soit 10 ans avant le Conseil fédéral (revendication 1). Atteindre l'objectif plus tôt n'est pas seulement bon pour les générations futures,

mais aussi pour la compétitivité durable de l'économie suisse. Une fois la loi sur le CO2 entrée en vigueur, il faut s'attaquer immédiatement à la prochaine étape. Ce faisant, toutes les mesures de politique économique, sociale et du marché du travail visant à atteindre l'objectif de zéro net doivent tenir compte de la compatibilité sociale et économique et se refléter dans la stratégie climatique à long terme de la Suisse. Avec ce plan d'action, Travail.Suisse montre comment la neutralité climatique, la transition énergétique et l'efficacité énergétique peuvent être supportées par les salarié-e-s à faibles revenus malgré des coûts plus élevés. Il n'y a pas que la jeunesse climatique et son mouvement "Fridays for Future" qui réclament un droit à l'avenir et descendent bruyamment dans la rue, mais aussi les salarié-e-s qui élèvent leur voix pour l'avenir - pour que le "Green Deal" soit aussi un "Social Deal".

En résumé : Travail.Suisse soutient la loi sur le CO2 et exige sans tarder de nouveaux efforts contre le changement climatique afin que l'on puisse atteindre la neutralité climatique d'ici 2040 par une transition juste et sociale.